



1^{er} mai : « plus jamais ça ! »

Nos organisations appellent à participer aux mobilisations syndicales pour donner au 1^{er} mai 2020, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, un écho tout particulier dans le contexte de crise sanitaire. La pandémie qui se répand dans le monde entier révèle de manière tragique les dérèglements du capitalisme néolibéral et productiviste ainsi que les dysfonctionnements de l'actuelle gouvernance mondiale. La situation nécessite d'affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques.

Les impératifs de santé publique seront à l'honneur de ce 1^{er} mai. Nos organisations appellent à manifester la solidarité avec les travailleurs.se, en France et dans tous les pays, dont les activités continuent, souvent sans même le matériel de protection nécessaire. La solidarité aussi avec les « invisibles » que la crise a pourtant révélé.e.s comme indispensables, ainsi qu'avec les précaires et les « sans », dont la situation s'est dramatiquement aggravée pendant la crise.

Pour tout cela, nous exigeons :

- que la santé de toutes et tous soit une priorité, maintenant et après le 11 mai, date annoncée de sortie du confinement alors même que les conditions sanitaires ne sont pas réunies.
- que toutes les mesures d'urgence soient prises pour lutter contre les inégalités sociales et pour préserver les droits de chacun.e durant cette période, dont celui d'un travail, d'une alimentation, d'un logement de qualité.
- que la protection sociale des jeunes soit refondée afin de les faire rentrer dans le droit commun. Les jeunes ne peuvent être ni la variable d'ajustement, ni les oublié.e.s de l'après.
- que la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité soient des priorités pour le plan de relance de l'économie, à la mesure de l'urgence climatique.
- une solidarité avec les populations des pays pauvres, premières victimes des dérèglements climatiques, touchés par la crise sanitaire alors que leurs systèmes de santé et leurs services publics sont encore moins préparés que le nôtre à faire face à cette pandémie, sous la menace de crises alimentaires émergentes, passant en premier lieu par l'annulation de leur dette extérieure et le versement de financements additionnels d'urgence.
- que les multinationales s'assurent du respect des droits humains et de conditions de travail

décentes pour les travailleuses et travailleurs employé.e.s par leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants à travers le monde plutôt que de les laisser sans revenus, aides ou protections sociales, les rendant plus vulnérables aux risques d'exploitation plutôt que de verser des dividendes à leurs actionnaires.

Le monde d'après doit enfin appliquer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce sont souvent des femmes, dans l'ensemble du secteur de la santé et du social, dans les services publics, dans les commerces, dans l'agroalimentaire, qui ont sauvé des vies, ont permis de nous alimenter, ont assuré des missions de protection de la population et ont permis à notre pays de tenir alors qu'elles sont toujours bien moins payées que les hommes : il est temps de reconnaître leur investissement.

Le monde d'après ne doit pas non plus se solder par de nouvelles régressions des droits démocratiques. De ce point de vue, en France comme ailleurs conscient.e.s de la nécessité de respecter toutes les mesures de confinement nécessaires, nous ne sommes pas moins indigné.e.s des violences policières, des contrôles abusifs, des atteintes à la protection des données personnelles et de la vie privée, de la violation des droits des migrant.e.s ...

Lors de ce 1^{er} mai, nous manifesterons aussi pour exiger un plan de relocalisation solidaire et écologique des activités de l'industrie, de l'agriculture et des services :

- « plus jamais » des travailleur-ses mis.e.s en concurrence et appauvri.e.s !
- « plus jamais » la dépendance aux marchés internationaux comme le manque de masques, de surblouses et de médicaments,
- « plus jamais » les produits qui font le tour de la planète engendrant pollutions et émissions de gaz à effet de serre !
- et « plus jamais » la captation des ressources naturelles du Sud au seul profit des transnationales des pays riches.

Pour que le jour d'après ne soit plus comme le jour d'avant, tout soutien public aux entreprises doit d'ores et déjà être conditionné à une reconversion écologique et sociale, qui nous permettra de créer des centaines de milliers d'emplois de qualité en France. Le gouvernement ne doit pas remettre en cause, sous l'influence des industries polluantes, les engagements et les objectifs environnementaux, déjà très en dessous du niveau exigé par l'urgence climatique. Il doit aussi suspendre les ventes d'armes qui alimentent les conflits et le terrorisme, et réfléchir à abandonner la dissuasion nucléaire coûteuse et plus dangereuse qu'efficace. Nous exigeons que la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité soient des priorités pour le plan de relance de l'économie, et qu'elles soient à la mesure de l'urgence climatique.

Lors de ce 1^{er} mai, nous manifesterons encore pour obtenir un plan de développement de tous les services publics et une revalorisation des métiers d'utilité publique :

- « plus jamais » les hôpitaux débordés du fait des fermetures de lits et du manque de soignant.e.s,
- « plus jamais » d'une recherche publique manquant de crédits,
- « plus jamais » des services publics exsangues,
- « plus jamais » des Ehpad délaissés,
- « plus jamais » des personnes sans revenu et en précarité alimentaire.
- « plus jamais » de fausses excuses quant au manque de budget public pour les financer, alors qu'une fiscalité plus juste (y compris sur la fortune / le patrimoine), une véritable lutte contre l'évasion fiscale et la transformation de la dette publique en dette perpétuelle à taux zéro par la BCE en donneraient les moyens.

Même confiné.e.s, manifestons toutes et tous le 1^{er} mai, depuis chez soi, avec des pancartes, banderoles ou en envahissant les réseaux sociaux. Rendons visibles, exprimons ce que nous voulons en France comme ailleurs : un changement de cap, pour un futur écologique, social, féministe et démocratique !